



DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES VILLE DE CERET

DECISION DU MAIRE PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL (Article L.2122-22 du CGCT)

Demande de subvention à la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée pour la Création d'un Centre Public de Santé

Le Maire de la commune de CERET (Pyrénées-Orientales),

VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoirs susceptibles d'être consenties par le Conseil Municipal au Maire,

VU la délibération n°34/2020 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020, portant délégation de pouvoir au Maire dans le cadre des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités territoriales, et ce pour la durée de son mandat,

VU la délibération n°119/2022 du Conseil Municipal, en date du 21 septembre 2020, portant appel à manifestation d'intérêt pour rejoindre le Groupement d'Intérêt Public en préfiguration pour la création de Centres de santé ;

VU la délibération n° 122/2022 du Conseil Municipal, en date du 19 octobre 2022, autorisant la conclusion d'un avant contrat de vente de la maison d'habitation cadastrée AZ 157, d'une contenance de 1 558 m², au prix de 510 000 Euros, pour la création du futur Centre Public de Santé ;

VU la décision administrative n° 40/2022 du Maire de Céret, en date du 12 décembre 2022, sollicitant une subvention de 170 000 € auprès de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée et un fonds de concours de 170 000 € auprès de la Communauté de Communes du Vallespir pour le financement des 510 000 € nécessaires à l'acquisition immobilière permettant de réaliser le projet de Centre Public de Santé ;

VU la délibération n° 25/2023 du Conseil Municipal, en date du 22 mars 2023, sollicitant l'intégration de la Commune de Céret au Groupement d'intérêt Public « Ma santé, Ma Région » et approuvant la convention constitutive ainsi que l'avenant n°1 ;

CONSIDERANT que la maison dont l'acquisition est projetée, est composée au rez-de-jardin d'un appartement de 118 m² et au 1er étage (accessible aux PMR) d'un appartement de 134 m² plus une mezzanine de 48 m² ;

CONSIDERANT que les nombreuses pièces seront redistribuées et réaménagées afin de répondre aux besoins d'un Centre médical ;

CONSIDERANT qu'on peut d'ores et déjà constater que la superficie du bâtiment actuel permet de répondre aux surfaces minimales d'un centre de santé avec :

- **Au 1er étage (déjà accessible aux PMR) :**
- 3 cabinets médicaux (2x18.15 m² et 1x18.75 m²)
- un espace de consultation par les infirmières de 18 m²
- une salle de soins techniques de 11.25 m²
- un espace bureau/secrétariat (7 m²) ouvert sur la zone d'accueil
- une salle d'attente (12.7 m²) et un espace attente
- un espace de repos/salle de réunion de 18.75 m²
- toilettes PMR pour les patient.es de 6 m²
- toilettes PMR pour les professionnel.es de 6 m²

- un espace d'archives sera aménagé dans la mezzanine de 48 m² (le reste de l'espace sera aménagé en fonction des besoins du centre).

-Au rez-de-jardin :

- 2 cabinets médicaux (18.52 m² et 18.48 m²)
- une salle de soins techniques de 10.5 m²
- toilettes PMR de 4.5 m²
- un espace logistique et de collecte de déchets 12.25 m²
- espace de convivialité 7 m²

CONSIDERANT que les prescriptions suivantes seront mises en œuvre afin que les locaux puissent :

- Répondre aux normes d'accessibilité des ERP de catégorie 5
 - Répondre aux normes d'isolation acoustique pour garantir la confidentialité des conversations et la sérénité des consultations
 - Permettre une bonne qualité et un renouvellement de l'air intérieur
 - Privilégier un éclairage naturel qui sera adapté en fonction de l'usage
 - Assurer un confort pour les usagers, tout en ayant une bonne performance énergétique.
- La volonté de la municipalité est de faire de ce centre médical un modèle HQE avec notamment son alimentation en énergie photovoltaïque.
- Répondre à la réglementation en matière de stockage et de gestion des déchets.

CONSIDERANT que le coût prévisionnel du projet se décompose en 3 parties :

- Acquisition du foncier :510 000 € H.T.
- Travaux d'aménagements et maîtrise d'œuvre 532 400 € H.T.
- Aménagements extérieurs 75 000 € H.T.

DECIDE

Article 1er – D'arrêter le plan de financement prévisionnel comme suit :

Financeurs	Acquisition Immobilière	Travaux d'aménagement et maîtrise œuvre	Aménagements extérieurs
		510 000 €	532 400 €
Région	170 000 €		
CCV	170 000 €		
Département		150 000 € (28.17 %)	
Etat		200 000 € (37.57 %)	
Europe Feder		75 920 € (14.26 %)	45 000 € (60%)
Commune	170 000 €	106 480 € (20.00 %)	30 000 € (40 %)

Article 2 – De maintenir la demande de subvention auprès de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée à 170 000 € pour l'acquisition immobilière nécessaire à la création du Centre Public de Santé.

Article 3 – De solliciter auprès de tous les autres financeurs les subventions prévues dans le plan de financement.

Article 4 – Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Article 5 - La présente décision :

- Sera transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales au titre du contrôle de légalité.

- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de CERET dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification, et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Le Maire certifie le caractère exécutoire de la présente décision par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité.

Fait à CERET, le 03 mai 2023

**Le Maire,
Michel COSTE**

